

Unité interdépartementale des deux Savoie
3 rue Paul Guiton
74000 Annecy

Annecy, le 14 août 2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/08/2024

Contexte et constats

publié sur  **GÉORISQUES**

AD PLATING MARNAZ

97 imp. des Acacias
74460 Marnaz

Références : 20240812-RAP-InspADPlatingMarnaz-déversement_milieu
Code AIOT : 0006104639

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/08/2024 dans l'établissement AD PLATING MARNAZ implanté 97 imp. des Acacias ZI Les Valignons 74460 Marnaz.

L'exploitant AD Plating a informé l'inspection des installations classées le mercredi 31/07/2024 par courriel, d'un incident sur son site, correspondant à un déversement de liquides dangereux sur le sol entre AD Plating et l'établissement voisin SMP, survenu la nuit du 16/07/2024 au 17/07/2024.

Le mercredi 31/07/2024, l'inspection a adressé un courriel à l'exploitant lui demandant de transmettre un rapport d'incident dans un délai d'un mois.

Le lundi 05/08/2024, l'inspection a contacté l'exploitant pour prise d'informations complémentaires sur l'incident (emplacements et volume déversé).

Le jeudi 08/08/2024, l'inspection a informé l'exploitant d'une visite d'inspection, planifiée le 12/08/2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AD PLATING MARNAZ
- 97 imp. des Acacias ZI Les Valignons 74460 Marnaz
- Code AIOT : 0006104639 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : E
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Présentation très succincte de l'AIOT et des installations contrôlées :

La société AD PLATING fait partie du groupe HACER spécialisé dans les traitements de surfaces et les traitements thermiques des métaux dont le siège est situé à Cluses (74). Elle est constituée de deux entités, AD PLATING Grenoble (ex Hacer Traitements de Contacts à Saint-Martin-d'Hères-38), et AD PLATING Marnaz (ex Hacer Traitements de Contacts à Marnaz -74).

L'établissement est spécialisé dans le dépôt de revêtements métalliques sur des pièces en acier, en acier inox ou en cuivre destinées au secteur de l'automobile (60 % de la production), à l'industrie électrique (15 % de la production) et aux biens d'équipements industriels (bâtiment, ...). La couche métallique appliquée sur ces pièces de petites dimensions (entre 2 mm et 5 cm dans leurs plus grandes dimensions) permet d'obtenir des caractéristiques particulières telles qu'une protection anti-corrosion, une conductivité, un durcissement...

Elle possède deux lignes de traitement dont l'une a été mise en service en septembre 2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Inspection réactive suite à déversement de liquides dangereux dans le milieu de surface

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Risque accidentel	Arrêté Préfectoral du 13/08/2009, article 4.12	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
2	Rejet direct au milieu	Arrêté Préfectoral du 13/08/2009, article 5.1.3	Demande d'action corrective	7 Jours
3	Mise en œuvre de remèdes	Code de l'environnement du 14/08/2024, article L.512-20	Mesures d'urgence	8 Jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

L'incident déclaré par l'exploitant le 31 juillet 2024 est d'importance suffisante pour nécessiter :

- la rédaction d'un rapport d'incident (cf. fiche constat N°1) ;
- la modification de l'automatisme de gestion de la ligne de production de l'exploitant, ou une modification matérielle du système de remplissage des cuves de traitement de sa ligne (cf. fiche constat N°2) ;
- la prescription de mesures d'urgences au titre de l'article L.512-20 du code de l'environnement (cf. fiche constat N°3).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Risque accidentel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2009, article 4.12

Thème(s) : Risques accidentels Accident -Incident

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation et qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'environnement.

Sont à signaler notamment en application de ces dispositions :

- tout déversement accidentel de liquides polluants,
- tout incendie ou explosion,
- toute émission anormale de fumée ou de gaz irritants, odorants ou toxiques,
- toute élévation anormale du niveau des bruits émis par l'installation,
- tout résultat d'une analyse ou d'un contrôle de la qualité des eaux rejetées, du niveau de bruit, de la teneur des fumées en polluants, des installations électriques, etc ..., de nature à faire soupçonner un dysfonctionnement important ou à caractère continu des dispositifs d'épuration ou l'existence d'un danger.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Si le fonctionnement des installations fait apparaître des inconvénients ou dangers que les prescriptions du présent arrêté ne suffisent pas à prévenir, l'exploitant doit en faire dans les meilleurs délais la déclaration à l'inspection des installations classées.

Dans les cas visés aux alinéas précédents, l'exploitant prendra les mesures d'exécution immédiate nécessaires pour faire cesser les dangers ou inconvénients et limiter les conséquences pour les intérêts protégés par l'article L511-1 du Code de l'environnement.

Constats :

L'exploitant AD Plating a informé l'inspection des installations classées le mercredi 31/07/2024 par courriel d'un incident sur son site, correspondant à un déversement de liquides dangereux sur le sol entre AD Plating et l'établissement voisin SMP, survenu la nuit du 16/07/2024 au 17/07/2024. L'incident n'a été connu de l'exploitant qu'à partir du 30 juillet et sa recherche d'informations des 30 et 31 juillet tel qu'évoqué ci-après. Considérant cela, l'inspection juge que l'exploitant a déclaré dans les meilleurs délais l'incident dont il a eu connaissance sur son site.

Recherche d'informations de la part de l'exploitant :

Sur la base de la déclaration d'incident de la société AD Plating :

- le 30/07/2024, vers 9h, une salariée de la société SMP, responsable HSE, voisine du site AD Plating, a informé, par appel du standard de AD Plating, que des buissons et des arbres séchaient de manière très localisée et de façon anormale sur leur terrain en limite de propriété. Elle a demandé à être informée de toute pollution éventuelle provenant du site AD Plating.

- le 30/07/2021 en début d'après-midi, le directeur de site et le directeur hygiène et sécurité de la société AD Plating l'ont rencontré et ont partagé le constat. Les représentants de la société AD Plating ont indiqué qu'ils procéderaient à des recherches.

- Les 30/07/2024 et 31/07/2024, l'exploitant a exploité les enregistrements vidéo sur les 15 derniers jours précédents le 30/07/2024 (caméras internes et externes) : il a été observé un comportement anormal d'un salarié de nuit. Celui-ci est alors vu en train de pomper des liquides dans une cuve ou une rétention, les transporter dans des seaux, et les déverser dans la zone incriminée.

Déroulé de l'événement de déversement :

Les éléments suivants ont été constatés par l'inspection des installations classées lors de la visite du 12/08/2024, durant laquelle elle s'est rendue sur les zones de pollution visibles, sur la ligne de production au niveau de la cuve dans laquelle le salarié a prélevé le liquide déversé ensuite, et a visionné les vidéos de surveillance de la nuit du 16/07/2024 au 17/07/2024 sur lesquelles les actions du salarié sont visibles et alors relatés ci-dessous :

Le 16/07/2024 :

- à 21h10 : le salarié place le tuyau servant au remplissage en eau de la cuve « 200-42/44 » et ouvre la vanne, débutant alors un remplissage. Selon l'exploitant, cette opération est courante dans le fonctionnement normal de l'installation.

L'exploitant a expliqué que la suite du déroulé normal de cette phase de remplissage est la suivante :

- une alarme de température basse s'affiche sur l'automate de contrôle de la ligne, et émet une alarme sonore. Cet effet est normal considérant que le bain contenu dans la cuve est chauffé à environ 50°C et que l'apport d'eau froide baisse la température de celui-ci. Pour autant le niveau souhaité n'est pas forcément atteint ;
- l'opérateur acquitte le « défaut » (alarme de température basse) et coupe l'apport d'eau ou laisse l'apport d'eau continuer si le niveau souhaité n'est pas atteint ;
- une alarme de niveau haut apparaît. Cette alarme est visuelle et sonore (dès lors que le défaut précédent est acquitté). Elle correspond au niveau souhaité du bain contenu dans la cuve ;
- l'opérateur coupe l'apport en eau et acquitte le « défaut » (alarme de niveau haut).

Dans le déroulé incidentel présenté ci-après, il est supposé que l'opérateur a inhibé l'alarme sonore du défaut de température basse du bain, et n'a pas acquitté ce « défaut » lorsqu'il s'est affiché à l'automate. Par conception de la ligne de production (logiciel propriétaire), dès lors que le premier « défaut » n'est pas acquitté, les alarmes suivantes n'émettent pas non plus de signal sonore. Ceci est une conjecture car les vidéos de surveillance ne montrent pas l'écran de l'automate et n'enregistrent pas le son.

- à 22h07 : l'opérateur, qui semblait être dans la zone proche de l'écran de l'automate, entre dans le cadre de la caméra vidéo et se rend en courant au niveau de la cuve en cours de remplissage, puis coupe l'alimentation en eau. La cuve a donc été en remplissage pendant 57 minutes.

L'exploitant a précisé que les temps classiques de remplissage lors d'appoints « importants » sont de l'ordre de 20 à 30 minutes.

- à 22h10 : le salarié apporte un aspirateur permettant d'aspirer des liquides (aspirateur de type « Karcher ») et tente d'aspirer le volume de liquide correspondant au sur-remplissage de la cuve.

L'aspirateur n'étant dédié qu'à l'aspiration de très petits volumes de liquides, cela ne semble pas fonctionner et l'opérateur abandonne cette option.

La suite de la vidéo n'est pas d'une résolution suffisante pour un œil non averti pour comprendre ce que l'opérateur effectue, mais l'exploitant a expliqué ce qu'il analyse de la vidéo :

- il se munit d'un bécquet d'environ 3 litres (qui ressemble à un verre doseur de cuisine, dont la contenance est simplement plus importante)
- il glisse ce bécquet à de multiples reprises dans une des petites ouvertures de la cuve pour remplir des seaux de 30 ou 50 litres. Il ne remplit que partiellement ces seaux si l'on considère la facilité avec laquelle il les manipule ensuite sur la vidéo lors du déversement sur le sol.

Le 17/07/2024 :

- à 1h42 : l'opérateur ouvre la porte donnant sur l'extérieur au niveau de la zone de bordure entre AD Plating et SMP, vérifie l'absence de toute personne alentours, pousse son chariot sur lequel se trouvent 3 seaux contenant le produit contenu dans le bain de traitement de la cuve susmentionnée, et déverse le contenu de ces trois seaux sur le sol entre les sociétés AD Plating et SMP. À noter qu'à cet endroit le sol est en pente vers la société SMP et est enherbée. Des arbres et haies sont également présents.

- à 1h48 : le salarié pousse son chariot pour apporter 3 autres seaux et les déverse juste à côté des 3 précédents (donc sur une nouvelle zone à quelques dizaines de centimètres de la précédente) ;

- à 1h58 : il pousse son chariot pour apporter 3 autres seaux et les déverse juste à côté des 3 précédents (sur une nouvelle zone à quelques dizaines de centimètres des 2 précédentes)

- à 2h05 : il pousse son chariot pour apporter 3 autres seaux et les déverse juste à côté des 3 précédents (sur une nouvelle zone à quelques dizaines de centimètres des 3 précédentes).

La visite des installations du 12/08/2024 a permis de visualiser très clairement les 4 zones de déversement en bordure des sites AD Plating et SMP. Les photographies ci-dessous, bien que ne représentant que peu fidèlement les couleurs, permettent de rendre compte des constats effectués par l'inspection, et de l'atteinte à l'environnement :



Illustration 1 : zones d'herbe « grillée », zone AD Plating - SMP

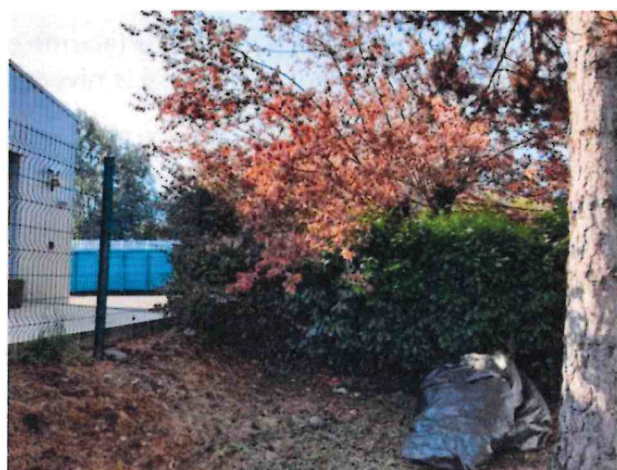


Illustration 2 : Haie et arbre qui « sèchent », zone AD Plating - SMP



Illustration 3 : Haie qui « sèche », zone AD Plating - SMP



Illustration 4 : Arbre et haie qui « sèchent », zone AD Plating - SMP

Enfin, selon les dires de l'exploitant, puis tel que constaté lors de la visite d'inspection du 12/08/2024, cinq (5) autres zones de déversement sont visibles au niveau de la haie en bordure de la société AD Plating et l'autoroute A40, avec atteinte à l'environnement.

L'exploitant a par la suite disposé des bâches au sol pour éviter que l'eau ne s'infiltre lors d'épisodes pluvieux, et ainsi limiter la propagation de la pollution. Selon l'exploitant, ces bâches ont été placées environ le 01/08/2024 sur la zone entre AD Plating et SMP, et environ le 06/08/2024 sur la bordure proche de l'autoroute. Les photos suivantes permettent d'illustrer cela :



Illustration 5 : Zone bâchée, zone entre AD Plating et SMP



Illustration 6 : Zone bâchée, zone en bordure d'autoroute (5 points de déversement sur un linéaire de 35 m)



Illustration 7 : Un des 5 points de déversement au niveau de la bordure proche de l'autoroute

Le produit qui a été déversé est un bain de traitement concentré contenant du cyanure de potassium et du cyanure de cuivre. Ce produit est concerné par plusieurs pictogrammes de dangers et mentions de danger au titre du règlement européen n° 1272/2008, dit règlement CLP :

- pictogrammes GHS06 (matières toxiques), GHS08 (matières à risque respiratoire, cancérogènes, mutagènes, toxiques pour la reproduction ou pour certains organes), et **GHS09 (matières dangereuses pour l'environnement)**,
- mentions de danger H300H310H330 (mortel par ingestion, par contact cutané ou par inhalation), H370 (risque avéré d'effets graves pour les organes), H411 (toxique pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme).

Selon les explications de l'exploitant, le volume déversé est de l'ordre de 100 à 200 litres.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°1 :

Tel que demandé par courriel du 31 juillet 2024, l'exploitant doit transmettre à l'inspection un rapport d'incident. Ce rapport présentera les actions de remédiation prévues, ainsi que les analyses à réaliser sur les terres notamment et les résultats de celles-ci, pour apprécier alors la nécessité de réaliser d'autres actions non encore définies à ce stade (sur recommandation du bureau d'études notamment).

Ce rapport est attendu dans un délai d'un mois.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 Mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2009, article 5.1.3

Thème(s) : Risques accidentels Déversements de produit dans le milieu de surface

Prescription contrôlée :

[...] Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits [...]

Constats :

Tel que développé au point de contrôle précédent, l'incident du 16 au 17 juillet 2024 (déclaré le 31 juillet 2024) a consisté en un rejet direct d'effluents vers un milieu de surface non visé par l'arrêté du 13/08/2009 réglementant le site.

Considérant la dangerosité du produit et la typologie de l'événement, il est considéré que l'exploitant n'a pas pleinement respecté l'article 5.1.3 de l'arrêté susmentionné.

L'inspection a contrôlé la fiche de données de sécurité du produit déversé, celui-ci est concerné par plusieurs pictogrammes de dangers et mentions de danger au titre du règlement européen n° 1272/2008, dit règlement CLP :

- pictogrammes GHS06 (matières toxiques), GHS08 (matières à risque respiratoire, cancérogènes, mutagènes, toxiques pour la reproduction ou pour certains organes), et **GHS09 (matières dangereuses pour l'environnement)**,
- mentions de danger H300 + H310 + H330 (mortel par ingestion, par contact cutané ou par inhalation), H370 (risque avéré d'effets graves pour les organes), H411 (toxique pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme).

Selon les dires de l'exploitant :

- le salarié ayant déversé le produit n'a informé personne au sein de AD Plating ou de la société SMP.
- le volume trop important d'eau ajoutée au bain de traitement présent dans la cuve 200-42/44 (et une partie du mélange alors extrait de cette cuve) n'a pas impacté significativement la concentration du bain en produits actifs. Dès lors, l'analyse de la concentration du bain ayant eu lieu 3 jours après l'incident ne montrait pas une concentration hors spécifications (ne nécessitait alors pas de recherche de causes). Il n'y a pas eu non plus de fabrication de pièces non conformes liée à une concentration trop basse.

Lors de sa visite sur site, l'inspection a contrôlé la fiche « accueil au poste de travail de formation initiale à la sécurité » (AN_11_PROC09) du salarié, ainsi que son « questionnaire d'évaluation de formation chaînes de traitement vrac ou attaché » (AN_01_PROC09). Ces documents permettent de justifier que l'opérateur a été formé aux règles de sécurité et de production de son poste de travail. En outre, il est précisé dans le premier document qu'il a été formé aux procédures et instruction de travail relatives au poste ainsi qu'aux règles et consignes environnementales (AN2.1_PROC31-Gestion des déchets). Le deuxième document précise que l'opérateur maîtrise les sujets de :

- contrôle de niveau des bains ;
- surveillance de température des bains ;
- connaissance de la D.A.Q. de la chaîne (procédure dans laquelle est évoqué le remplissage des bains) ;
- pilotage informatique de la chaîne ;

- manipulation des produits chimiques ;
- gestion des déchets ;
- connaissance de l'impact des effluents liquides sur la station de traitement des eaux.

En revanche dans ce même document la réaction de l'opérateur face « *aux différentes alarmes de la chaîne* » est jugée « à revoir » (sur une grille de cotation à trois niveaux : « sujet maîtrisé », « sujet à revoir », « sujet non maîtrisé »).

Enfin, l'inspection a analysé les documents suivants envoyés par l'exploitant par courriel le 13 août 2024 :

- livret d'accueil (AN_2_PROC09) ;
- situation d'urgence (AN_10_PROC31) ;
- Annexe à la procédure 09 - Fiche de sécurité au poste - Travail sur ligne, poste de production et laboratoire (AN_19_PROC09) ;
- Chaîne 200 DAQ_200 (spécifiant le remplissage notamment) ;
- la check-list de prise de poste L200 (qui demande entre autres choses de renseigner le niveau de la cuve 200-42/44 dans l'heure suivant la prise de poste) ;
- l'instruction pour réagir face aux alarmes de la ligne (AN_33_DAQ200) ;
- filières élimination des déchets (AN2.1_PROC31).

La procédure Chaîne 200 DAQ_200 est la plus structurante en l'occurrence. Elle stipule notamment « *En cas d'alarme sur la ligne se référer à l'AN_33_DAQ200. Si le problème sur un outillage ne peut être résolu, sortir la charge en urgence suivant l'AN_17_DAQ200.* » et « *En cas de problème informatique ou de traitement, prévenir immédiatement le responsable de Production.* ».

Selon l'exploitant, toutes les procédures citées sont disponibles sur le système de management de la qualité (SMQ) accessible depuis l'ordinateur présent sur le poste de travail. Également, dans le tiroir du bureau du poste de travail, un classeur est disponible et recense sous format papier les procédures importantes (dont la DAQ 200).

Tel que présenté dans le déroulé de l'événement (cf. constat précédent), l'incident initial de sur-remplissage provient du fait d'avoir inhibé l'avertisseur sonore de l'alarme de température basse du bain de la cuve 200-42/44. Le logiciel de gestion de la ligne permet cette option, cependant celle-ci ne semble apporter aucune plus-value en fonctionnement normal de la ligne. L'exploitant en vérifiera la faisabilité technique et fera évoluer le logiciel de gestion de la ligne pour rendre impossible la désactivation de l'avertisseur sonore des alarmes de sécurité telles que « température basse », « niveau haut » et « niveau très haut » des cuves de traitement. Une autre évolution matérielle, évoquée par téléphone le 13 août 2024, pourrait être d'ajouter un tuyau de remplissage attitré pour chacune des cuves des bains de traitement, avec une vanne de coupure automatique, asservie à l'information remontée à l'automate de « niveau haut » de la cuve.

Dans l'attente d'une solution pérenne, la procédure DAQ_200 devra a minima être mise à jour pour ajouter une mention interdisant formellement de désactiver les alarmes sonores.

Enfin, compte tenu de l'événement de déversement du 16-17 juillet 2024, et de l'épisode précédent de sur-remplissage de décembre 2023 (n'ayant celui-ci entraîné aucune atteinte à l'environnement), il semble très important de re-sensibiliser les équipes à l'importance de respecter et acquitter les alarmes. Tel que discuté avec l'exploitant le 12 août 2024, cette sensibilisation pourrait utilement

s'appuyer sur les 2 événements de sur-remplissage susmentionnés en insistant fortement non pas sur l'erreur initiale ayant conduit au sur-remplissage, mais sur la gestion de l'événement par la suite (le traitement du volume de sur-remplissage).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande N°2 :

L'exploitant en vérifiera la faisabilité technique et fera évoluer le logiciel de gestion de la ligne pour rendre impossible la désactivation de l'avertisseur sonore des alarmes de sécurité telles que « température basse », « niveau haut » et « niveau très haut » des cuves de traitement. Une autre évolution matérielle peut-être choisie, comme par exemple ajouter un tuyau de remplissage attitré pour chacune des cuves des bains de traitement, avec une vanne de coupure automatique asservie à l'information remontée à l'automate de « niveau haut » de la cuve. L'exploitant présentera la solution retenue à l'inspection des installations classées au plus tard 1 mois après réception du présent rapport.

Demande N°3 :

Dans l'attente d'une solution pérenne, la procédure DAQ_200 devra a minima être mise à jour pour ajouter une mention interdisant formellement de désactiver les alarmes sonores, au plus tard 7 jours après réception du présent rapport.


Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 7 Jours

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/08/2024, article L.512-20		
Thème(s) : Risques accidentels Mesures d'urgence - suppression des terres polluées		
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En vue de protéger les intérêts visés à l'article <u>L. 511-1</u>, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités. Ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative compétente.</p>		
<p>Constats :</p> <p>Compte tenu de l'impact sur l'environnement au niveau des 9 zones ayant subi les déversements (herbe morte, haies et arbres « séchés », sol vraisemblablement pollué) il convient de réaliser des actions de remédiation.</p> <p>Compte-tenu également du faible volume de produit concentré déversé, du taux faible d'humidité des sols, et de la faible pluviométrie durant la période du 16 juillet au 14 août 2024, il peut être conjecturé que la pollution n'a que peu migré en profondeur et en surface. Ainsi, une suppression rapide des points de pollution concentrée par décaissement des terres, avec une gestion adaptée de celles-ci (stockage sur site à l'abri des intempéries ou évacuation immédiate) semble particulièrement adaptée. En cela l'inspection considère qu'il convient de faire intervenir dans un délai de 8 jours une entreprise spécialisée pour supprimer les points de pollutions concentrés supposés selon une méthodologie qui devra être communiquée à l'inspection des installations classées.</p> <p>Un arrêté préfectoral spécifique visant à prescrire ces remèdes est proposé en pièce jointe au présent rapport, conformément à l'article L.512-20 du code de l'environnement. En première approche il pourrait être choisi de supprimer les végétations atteintes, les terres sur une profondeur d'un mètre au droit des zones visuellement dégradées (herbe grillée, arbre et haies séchées), et jusqu'à 50 cm autour de ces points.</p>		
Respect de la prescription :		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Mesures d'urgence		
Proposition de délais : 8 Jours		